

Recensions

DANS **LES CHAMPS DE MARS** 2018/1 N° 30 + Supplément, PAGES 135 À 154
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 1253-1871

ISBN 9782724635423

DOI 10.3917/lcdm.030.0135

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-les-champs-de-mars-2018-1-page-135?lang=fr>



CAIRN . INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-les-champs-de-mars-2018-1-page-135?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Avinash Paliwal, *My Enemy's Enemy. India in Afghanistan from the Soviet Invasion to the US Withdrawal*, Londres, Hurst & Co., 2017

L'ouvrage offre une analyse de la politique étrangère indienne à l'égard de l'Afghanistan, depuis l'invasion soviétique en 1979 jusqu'à l'annonce du retrait des troupes américaines en 2015. Cette recherche est menée à partir d'un corpus d'entretiens et d'archives américaines et indiennes très riches. À partir de ce cas d'étude, l'ambition d'Avinash Paliwal est de fournir des clés d'analyse de la façon dont a été élaborée et mise en œuvre la politique étrangère de l'Inde depuis les trente dernières années. C'est un objectif qu'il remplit avec succès.

Sur le plan empirique, le principal but de l'auteur est d'expliquer les différents facteurs qui déterminent la politique afghane de l'Inde. Jusqu'à présent, seules les politiques menées par les États-Unis, l'URSS et le Pakistan en Afghanistan avaient fait l'objet d'analyses académiques détaillées, en dépit des 2,3 milliards de dollars investis par l'Inde dans l'aide au développement du pays depuis 2001. À partir d'un plan chronologique, l'auteur fournit une étude détaillée de la façon dont les décideurs indiens ont géré le dossier afghan. Il montre que la stratégie d'endiguement (*containment*) du Pakistan n'est pas la seule variable déterminant la politique indienne, ce qui lui permet de remettre en question le présupposé généralement partagé selon lequel

les gouvernements indiens ont toujours été opposés à tout dialogue avec les talibans. En effet, de 1996 à 2001, l'Inde était fortement opposée au régime taliban et fournissait une aide militaire et logistique à l'Alliance du Nord. À partir de 2001, l'Inde a volontairement mis un terme à ce soutien militaire, et s'est orientée vers une politique d'aide au développement. Depuis la signature du partenariat stratégique entre New Delhi et Kaboul en 2011, Avinash Paliwal montre que les Indiens soutiennent le processus de réconciliation afghan, et sont désormais ouverts à l'idée d'un dialogue avec les talibans.

Sur le plan théorique, cet ouvrage dépasse le champ des études sur l'Asie du Sud et s'inscrit dans celui de la *foreign policy analysis*, en utilisant un concept de politique publique emprunté à Paul Sabatier, les coalitions de cause (*advocacy coalition framework*, ACF), pour expliquer l'évolution de cette politique étrangère indienne. L'auteur fait partie d'une nouvelle génération de chercheurs, qui visent à complexifier la compréhension de la politique étrangère de l'Inde en dépassant les cadres d'analyse réalistes, libéraux ou constructivistes traditionnellement appliqués à cette politique. Il montre en particulier l'importance de prendre en compte les facteurs institutionnels et les coalitions d'acteurs pour comprendre le changement dans la politique étrangère indienne.

Pour construire son cadre théorique, l'auteur identifie trois principaux facteurs qui déterminent le changement

dans l'élaboration de la politique afghane de New Delhi. Le premier est le désir des décideurs politiques indiens d'établir un équilibre stratégique par rapport à la politique menée par Islamabad. Le second est l'évolution du contexte politique afghan. Le troisième est l'évolution du contexte politique international. Le fil directeur de son ouvrage est de montrer la façon dont l'évolution simultanée de ces trois facteurs influence la constitution de coalitions de causes au sein du processus décisionnel indien. Il en identifie deux principales, qui traversent les champs politiques et bureaucratiques : celle des « partisans », qui prônent une politique anti-pakistanaise et par conséquent anti-talibane ; celle des « conciliateurs » qui argumentent en faveur d'un dialogue avec l'ensemble des factions afghanes. À partir de ce cadre théorique, Avinash Paliwal explique comment ces différentes coalitions de cause ont alterné et influencé la définition de la politique afghane de l'Inde depuis 1979.

Un des principaux apports de cette approche est de mettre en lumière le processus d'apprentissage qui se met en place au sein des institutions gouvernementales dans la définition du positionnement indien à l'égard des talibans. On comprend ainsi que la politique afghane de l'Inde n'est pas seulement fondée sur la conduite d'une guerre par procuration contre le Pakistan. Pour Avinash Paliwal, l'objectif de long terme de l'Inde est de garantir la construction d'un État afghan fort et souverain, indépendant du Pakistan pour sa stabilité politique et économique.

Plus largement, alors que la politique étrangère de l'Inde est souvent interprétée comme prisonnière de ses idées héritées du passé, l'auteur montre, à travers cette analyse de l'alternance de coalitions de cause, le degré de flexibilité stratégique qui existe au sein du processus décisionnel indien, et la capacité d'adaptation des institutions et des décideurs indiens aux évolutions du contexte stratégique régional.

MÉLISSA LEVAILLANT

Chercheur sous-continent indien (IRSEM)

Rebecca R. Moore, Damon Coletta (eds), *NATO'S Return to Europe. Engaging Ukraine, Russia and Beyond*, Washington (D. C.), Georgetown University Press, 2017

Cet ouvrage collectif analyse le retour de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en Europe depuis l'annexion de la Crimée par la Russie. Cet événement est considéré comme pivot pour l'Alliance car il clarifie la distinction entre membres et partenaires, fait rejaillir le débat sur l'élargissement et acte le retour à la défense collective.

L'intérêt principal du livre est de pointer l'ambiguïté de la politique de partenariat de l'OTAN. Le but initial était de stabiliser l'est du continent européen et d'y implanter les valeurs démocratiques et libérales. Une inflexion s'opère après le 11 septembre, l'objectif de l'OTAN étant d'obtenir de ses partenaires des capacités pour l'assister dans ses missions. De fait, la politique de partenariat est en tension entre

l'intérêt pour les apports militaires des partenaires et la volonté de construire un ordre libéral, cette capacité pouvant d'ailleurs être questionnée par les pratiques autoritaires de nombreux partenaires.

L'ambiguïté des politiques de partenariat et d'élargissement est également démontrée par le cas ukrainien. En effet, la crise ukrainienne pointe les limites des clauses de sécurité de la charte OTAN-Ukraine. De plus, l'adhésion de Kiev à l'OTAN est désormais impossible car les critères supposent le règlement des conflits de voisinage. De fait, le cas ukrainien montre la difficulté de la situation à laquelle fait face l'OTAN puisqu'il s'agit de soutenir les aspirations libérales des partenaires tout en interdisant à un État, en l'occurrence la Russie, de lui dicter la façon dont elle doit interagir avec des pays tiers et empêcher ainsi un retour aux sphères d'influences.

Néanmoins, les auteurs relèvent la prudence de l'OTAN vis-à-vis de la Russie. Dans les textes de l'Alliance, le mot « menace » est rarement utilisé pour la désigner, et les dirigeants de l'OTAN soulignent la validité de l'Acte fondateur. Des suggestions sont faites pour améliorer les relations des deux parties. L'une serait de s'inspirer du rapport Harmel, qui avait reconnu les deux facettes de l'OTAN, politique et militaire, et contribué à la détente. L'autre serait de mettre au point des coopérations techniques dans la défense antimissile. Cette option s'inspire du plan Schuman et de la réconciliation franco-allemande,

néanmoins, il est possible d'objecter que la CECA supposait la mise en commun des matériaux et non des armes elles-mêmes.

Les auteurs questionnent aussi la tension entre approches globale et territoriale. Celle-ci est exacerbée par la réduction des unités due à la professionnalisation et l'incapacité de nombreux États membres à disposer de tout le spectre des armes. Deux solutions sont proposées pour résoudre cette tension : renforcer l'interopérabilité et doter les États du flanc Est de capacités défensives et offensives, ce qui lierait les approches globale et régionale.

Enfin l'ouvrage expose les difficultés internes de l'OTAN. Celle-ci entend promouvoir un ordre libéral mais plusieurs membres ont mis en place des politiques illibérales (même si la Turquie n'est pas mentionnée). Ce problème de cohérence se double de divergences de perception entre dirigeants et populations des États membres : la Russie n'est pas considérée comme la menace prioritaire par tous. Selon les auteurs, cela pose la question de l'unité et de la solidarité des Alliés.

Si cet ouvrage propose des réflexions intéressantes, certains manquements sont à déplorer. Tout d'abord les auteurs n'ouvrent pas la boîte noire de l'OTAN. Pourtant, il aurait été intéressant de détailler les tractations conduisant au changement de logique des partenariats ou aboutissant au renforcement du flanc est, notamment le rôle de la bureaucratie atlantique qui est souvent passée sous silence. La même remarque pourrait s'appliquer aux

passages sur la Russie et au rapprochement sino-russe : les constructions des positions et/ou les divisions au sein des élites ne sont pas véritablement analysées.

De plus les dynamiques nationales ne sont pas suffisamment prises en compte. Ainsi, le soutien du Canada à l'Ukraine n'est pas mis en relation avec l'importante minorité ukrainienne de ce pays, et l'amélioration de la relation entre les présidents Poutine et Bush au début des années 2000 ne prend pas en compte la fenêtre d'opportunité que constitue la lutte contre le terrorisme pour requalifier le conflit en Tchétchénie. Cette absence d'intérêt pour les dynamiques locales conduit aussi à des erreurs d'interprétation : ainsi, le Partenariat pour la paix (PPP) est présenté comme une opportunité pour les pays d'Europe centrale alors qu'ils estimaient qu'il avait pour but de retarder l'élargissement et ne correspondait pas à leurs besoins.

Par ailleurs, la relation entre l'OTAN et l'Union européenne (UE) est largement passée sous silence alors même que le thème de l'ouvrage est le retour de l'Alliance en Europe. Une évolution de la relation transatlantique est envisagée sous la forme d'un contrat où tous les membres de la communauté transatlantique s'accorderaient pour renforcer leur sécurité par une coopération qui ne se limiterait pas aux liens militaires au sein de l'OTAN et de l'UE. L'OTAN y resterait le principal forum pour la coopération militaire transatlantique, tandis que le rôle de l'UE pour fournir des instruments

essentiels de sécurité non militaires serait reconnu, ce qui l'aiderait à développer ses capacités militaires. Cependant, ce contrat n'est guère détaillé et semble porter la marque du passé. Enfin, sa portée peut être interrogée – mais l'auteur pouvait-il le prévoir ? – alors que les dirigeants européens, inquiets de l'élection de Donald Trump, ont relancé la défense européenne.

AMÉLIE ZIMA
CNRS/EHESS-CERCEC, IRSEM

Dmitri Trenin, *Should We Fear Russia ?*, Malden, Polity Press, coll. « Global Futures », 2016

« Devons-nous craindre la Russie » en Occident ? Oui, répond Dmitri Trenin dans ce court essai publié fin 2016 chez Polity ; mais non pas pour les raisons que l'on croit. Souvent simplistes ou dépassées, ces craintes invoquées en Occident sont, selon le directeur du centre Carnegie de Moscou, le fruit d'une représentation erronée consistant à tisser une analogie entre la guerre froide et les nouvelles rivalités russo-occidentales, un quart de siècle après la chute de l'URSS. Il faut, nous dit Trenin, davantage se méfier de la Russie pour ses faiblesses que pour ses forces et, en conséquence, la « manipuler avec précaution » et pragmatisme (p. xiii). L'ouvrage se concentre ainsi sur les relations contemporaines entre la Russie et les pays occidentaux, en adoptant les perspectives contradictoires des parties prenantes. Il interroge la nature de leurs interactions et

l'évolution de leurs perceptions réciproques, en particulier depuis la crise ukrainienne.

Le premier chapitre a le mérite d'établir un diagnostic exhaustif de la situation, en hiérarchisant, selon leur validité, une douzaine de « facteurs de crainte ». Certains manquent de fondements, comme la peur des velléités néo-impériales de la Russie, très vivace dans les États d'Europe centrale et orientale. Sa nature autocratique, celle d'un « Autre » alternatif à l'État de droit et à la démocratie libérale, est également un motif d'inquiétude. En effet, selon Trenin, l'État russe n'a ni l'intention (par manque de ressources) de bâtir un nouvel empire eurasiatique vingt-cinq ans après le démantèlement consenti de l'empire soviétique, ni l'ambition (par rationalité politique) de prendre le risque d'une guerre avec les États-Unis en envahissant, dans son voisinage, un pays membre de l'alliance atlantique (« Le modèle du Donbass n'est pas transposable [...] sur le territoire de l'OTAN », p. 33). Par ailleurs, son modèle kleptocratique autoritaire n'est pas exportable en l'état. Ces peurs sont pourtant d'autant plus saillantes qu'elles s'arriment aux représentations occidentales de la Russie depuis l'époque tsariste.

D'autres craintes s'appuient sur des éléments plus tangibles, comme l'instrumentalisation des membres de la diaspora (les « compatriotes de l'étranger »), la restauration de la puissance militaire russe et le développement de capacités hybrides (utilisation d'outils cybernétiques, de mercenaires ou d'agents

d'influence). De tels moyens visent à déstabiliser « l'étranger proche » et à mettre en œuvre une stratégie du « diviser pour régner » en Europe (p. 41). Pour l'auteur, ces peurs sont, sinon amplifiées, du moins à relativiser au regard des capacités équivalentes des autres grandes puissances, États-Unis et Chine en tête.

Dans le chapitre suivant, Trenin, en kremenologue chevronné, met en lumière les défis que représentent, pour l'Occident, l'entreprise poutinienne de restauration de la puissance russe (*derävnost'*) et ses implications (géo)politiques dans l'espace post-soviétique, en Europe et au Moyen-Orient. Cher à Moscou, l'idéal pentarchique incarné par le Conseil de sécurité de l'ONU se traduit par une volonté de concurrencer l'hégémonie déclinante des États-Unis et d'agir en « codécideur » des affaires internationales, en dépit d'une asymétrie de puissance manifeste. L'intervention de la Russie en Syrie, qui casse le « monopole américain » dans la région, et son rapprochement par intérêts mutuels avec la Chine en sont les signes emblématiques. Côté européen, le projet longtemps souhaité par la Russie de façonner une « grande Europe » a été abandonné depuis l'Euromaïdan et remplacé par une intégration eurasiatique *a minima*.

L'essayiste recense ensuite les mesures essentiellement punitives mises en œuvre en 2014 par les États-Unis et, par suivisme, l'Union européenne, afin de « mettre la Russie dans le rang » (chap. III) et

de faire pression pour qu'elle recule en Ukraine. Les mesures symboliques visant à isoler la Russie, comme son exclusion du G8, l'ont surtout incitée à s'intégrer plus avant dans des structures alternatives (Brics, SCO) et à se poser en fer de lance du « non-Occident global » (p. 79). Les sanctions, tout en aggravant la crise économique, ont mis à l'épreuve la loyauté des élites économiques vis-à-vis du Kremlin et renforcé sa légitimité populaire. Le soutien renforcé de l'OTAN à la Pologne et aux États baltes a entraîné une arsenalisation réciproque, potentiellement belligère, du « passage de Suwalki » et de Kaliningrad. Enfin, la guerre de l'information qui en découle façonne de part et d'autre des représentations manichéennes et caricaturales du camp adverse.

Bien conscient de cette « nouvelle donne » des relations russo-occidentales fondées sur la confrontation, Trenin propose dans ce dernier chapitre des propositions destinées aux décideurs occidentaux, dans le but de dégager des plateformes de coopération, en particulier dans le domaine de la lutte antiterroriste. Prendre des mesures de réduction des risques en Europe de l'Est est un impératif, qui nécessite de maintenir le dialogue *via* les canaux encore en place (CSNU, OSCE, etc.). Les enjeux sécuritaires des grandes puissances sur le continent eurasiatique, de plus en plus entrelacés, doivent être, en outre, l'occasion de créer un « équilibre relatif » des puissances (p. 106), seul garant d'un nouvel

ordre mondial stable, polycentrique et pluraliste sur le plan idéologique. La Russie sera amenée à y jouer un rôle pivot, au côté de la Chine et du camp occidental. L'auteur invite enfin son lectorat occidental à reconsidérer sa « politique russe » (p. 110). D'une part, l'occasion de créer une « maison commune européenne » a été manquée dans les années 1990, si bien que la tentative d'un ralliement ou d'une soumission de la Russie au *leadership* occidental est aujourd'hui peine perdue. D'autre part, prolonger le bras de fer dont la Russie sortira vraisemblablement perdante peut entraîner des conséquences délétères. Rien ne garantit en effet qu'une désintégration de la Fédération de Russie, potentiellement désastreuse pour la sécurité européenne, n'advienne dans les conditions pacifiques de la chute de l'URSS. De même, prévient Trenin, un affaiblissement de la Russie n'engendrera pas une recrudescence d'occidentalophilie. Aussi l'Occident doit-il réenclencher une dynamique de dialogue constructif et la Russie œuvrer à ce que sa « Realpolitik devienne plus réaliste » (p. 120).

L'ouvrage a les défauts de ses qualités. La montée en généralité remarquablement menée par Trenin se traduit souvent par une inflation de métonymies (« Washington », « la Russie », « l'Occident ») qui efface la diversité des acteurs en présence et nuit à une compréhension plus fine des enjeux à échelle intermédiaire. L'auteur tend également à s'enfermer, malgré ses propres recommandations, dans la

représentation répandue en Russie d'un « Occident » homogène, dominé par les États-Unis, où les pays européens sont réduits à n'agir qu'en « sous-traitants » (p. 87).

Should We Fear Russia? est en somme un plaidoyer limpide et réaliste en faveur d'une sortie de la spirale négative dans laquelle les relations russo-occidentales se sont confinées, ces dix dernières années. L'essai, publié avant l'accession au pouvoir de Donald Trump et les accusations d'ingérence de la Russie dans l'élection américaine, présente enfin certains passages particulièrement visionnaires. Ses conclusions paraissent d'autant plus valables à l'orée de la campagne présidentielle russe de 2018.

MAXIME AUDINET

Doctorant à l'université Paris-Nanterre,
ATER à Sciences Po Paris

Michael N. Schmitt, Liis Vihul (eds),
*The Tallinn Manual 2.0 on the
International Law Applicable to Cyber
Operations*, Cambridge, Cambridge
University Press, 2017

Le *Manuel de Tallinn 2.0 sur le droit applicable aux cyber opérations* est un ouvrage préparé par un groupe de vingt et un experts internationaux sous la direction de Michael N. Schmitt et Liis Vihul à l'invitation du Centre d'excellence de cyberdéfense coopérative de l'OTAN (NATO CCD COE) basé à Tallinn, en Estonie. Cet ouvrage fait suite à la première édition du *Manuel de Tallinn* publiée en 2013.

Le travail effectué par les deux groupes d'experts est remarquable et doit être salué pour sa grande clarté, sa qualité et, dans une certaine mesure, son exhaustivité. Il convient néanmoins de souligner que ces documents n'ont pas valeur contraignante ; il ne s'agit pas d'un traité ni d'une convention internationale, ni même de la doctrine officielle d'une organisation internationale ou d'un État, et ils ne constituent que l'analyse du droit applicable par un groupe d'experts. Force est de constater, néanmoins, que la première édition du *Manuel de Tallinn* a eu une influence très grande sur la perception des États, des professionnels et des universitaires, du droit international applicable aux cyber opérations.

Structure du Manuel de Tallinn 2.0

Le *Manuel de Tallinn 2.0* reprend la plupart des règles et commentaires de la première édition, auxquels de nouvelles règles et leurs commentaires viennent s'ajouter. Ainsi, les 67 premières règles du *Manuel de Tallinn 2.0* sont nouvelles.

La première partie du *Manuel de Tallinn 2.0* s'intéresse à l'application du droit international général au cyberspace (p. 9 à 176 – règles 1 à 33). Cette première partie est probablement la plus importante puisqu'elle s'intéresse aux questions de souveraineté, de *due diligence*, de juridiction, et de droit international de la responsabilité des États (notamment concernant l'attribution et les contre-mesures) et des organisations internationales.

La deuxième partie est dédiée à certains régimes spécifiques du droit international (p. 177 à 300 – règles 34 à 64). Les régimes pris en compte sont le droit international des droits de l'homme, le droit diplomatique et consulaire, le droit de la mer, le droit aérien, le droit spatial et le droit des télécommunications internationales.

Les troisième et quatrième parties, dédiées à la paix et à la sécurité internationales, aux cyberactivités (p. 301 à 371 – règles 65 à 79) et au droit des cyberconflits armés (p. 373 à 562 – règles 80 à 154), reprennent, à partir de la règle 68, les règles du *Manuel de Tallinn 1.0* avec quelques modifications. Les trois premières règles de la troisième partie sont de nouveaux ajouts portant sur le règlement pacifique des différends et l'interdiction des interventions par les États et l'ONU.

Analyse critique du Manuel de Tallinn 2.0

Le *Manuel de Tallinn 2.0* a le mérite d'offrir un panorama relativement complet des normes de droit international applicables aux cyber opérations. Il convient de préciser que les deux éditions du *Manuel de Tallinn* analysent le droit international existant et n'ont pas vocation à créer ni à suggérer la création de nouvelles normes de droit international.

Cependant, un certain nombre de règles et commentaires contenus dans cet ouvrage appellent des remarques, voire des critiques, et il nous paraît utile d'en résumer les principales dans cette recension (pour aller plus loin, voir : François

Delerue, *Analyse du Manuel de Tallinn 2.0* sur le droit international applicable aux cyber opérations, Paris, DGRIS, ministère des Armées, 2017).

La première règle traite directement de la question de l'applicabilité du principe de souveraineté dans le cyberspace. Il aurait été souhaitable, à notre avis, d'ajouter une règle liminaire précisant qu'en droit international, rien n'interdit aux États de se doter de capacités numériques et de conduire des cyber opérations. En effet, les cyber opérations ne sont pas illicites en elles-mêmes, par contre, elles peuvent violer des normes et principes du droit international.

Deuxièmement, le *Manuel de Tallinn 2.0* introduit un seuil d'intensité pour qualifier la violation de la souveraineté (§ 11-14, p. 20-21) et celle de l'obligation de diligence (§ 15-25, p. 34-37). Or, il n'existe pas, traditionnellement, en droit international, de seuil d'intensité pour qu'un acte soit considéré comme violant ces obligations ; c'est donc une création des auteurs.

Troisièmement, le manuel revient plusieurs fois sur la question de la souveraineté des États sur les données sensibles et stratégiques, et semble adopter des approches différentes, voire contradictoires. Ainsi, la majorité des experts considère que les États n'exercent pas leur souveraineté sur leurs données ou celles de leurs ressortissants transmises et stockées à l'étranger, sauf dans des cas où le droit international prévoirait autrement (§ 11, p. 15-16). Mais quelques pages plus

loin, le manuel souligne dans un exemple que l'interférence avec des données critiques de l'État stockées à l'étranger constituerait une violation de la souveraineté de l'État selon la majorité des experts (§ 19-20, p. 23). Il y a donc ici une incohérence.

Quatrièmement, le traitement accordé aux droits de l'homme, qui est général et imprécis, et qui laisse une très grande marge d'appréciation aux États (voir notamment : Rebecca Ingber, « Interpretation catalysts in cyberspace », *Texas Law Review*, 95, 2017, p. 1531-1554 ; Dinah PoKempner, « Squinting through the Pinhole. A dim view of human rights from Tallinn 2.0 », *Texas Law Review*, 95, 2017, p. 1599-1618).

Cinquièmement, l'approche ambiguë du manuel sur la licéité de l'espionnage. La règle 32 reprend l'approche traditionnelle selon laquelle l'espionnage n'est pas illicite en lui-même et qu'aucune norme de droit international ne limite la possibilité pour les États de mener des activités d'espionnage, mais que ces activités peuvent constituer des violations du droit international si elles violent des normes spécifiques du droit international. Cependant, à plusieurs reprises, le commentaire du manuel semble apporter un certain crédit à l'approche selon laquelle tout acte d'espionnage serait licite en droit international. Selon cette approche, que l'on peut qualifier de fonctionnelle, les actes d'espionnage qui devraient constituer des actes internationalement illicites en temps normal, comme la violation de la

souveraineté d'un État, ne seraient pas illicites, car perpétrés à des fins d'espionnage, et l'espionnage est licite en droit international.

FRANÇOIS DELERUE
Chercheur cyberdéfense et droit international à l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM), chercheur associé à la chaire Castex de cyberstratégie

Sophie Lefeez, *L'Illusion technologique dans la pensée militaire*, Paris, Nuvis, coll. « La pensée stratégique », 2017

La France connaît à la fois une inflation du coût de ses équipements militaires et certaines difficultés sur des théâtres d'opération de plus en plus asymétriques. Selon Sophie Lefeez, il existerait une racine commune : un tropisme technique occidental, qui conduit à privilégier la performance technique dans les choix d'armement. L'auteur développe une analyse dans laquelle les causes sont présentées comme profondément ancrées dans les valeurs sociétales occidentales. La démonstration est extrêmement riche car elle mêle extraits d'interviews de professionnels de la défense, références philosophiques et connaissances opérationnelles. Le cocktail est dosé de sorte que le lecteur, quelle que soit sa spécialité initiale, trouvera un éclairage nouveau en vertu de la pluridisciplinarité de l'approche.

Trois éléments sont évoqués par l'auteur pour appréhender ce tropisme technique : 1) une vision de la

technique souvent unilinéaire ; 2) une peur de l'incertain ; et 3) la prégnance des valeurs civiles dans la sphère militaire. Tout d'abord, penser le progrès technique comme « unilinéaire » implique l'existence d'un chemin technologique unique, dans lequel tout matériel plus sophistiqué deviendrait nécessairement plus performant selon l'adage « qui peut le plus peut le moins ». Deuxième élément, la société occidentale craint l'incertitude radicale, celle qui ne peut être anticipée. Or, un théâtre d'opération moderne est caractérisé par une maîtrise de l'environnement de plus en plus difficile. Pour pallier ce défaut d'information, les armées tendent à accroître l'utilisation de nouvelles technologies. Enfin, la sphère militaire s'imprègne de plus en plus de valeurs civiles dans lesquelles « [l]a norme de la société est vivre » (p. 161). Ainsi, mourir pour une cause n'est plus héroïque mais tragique, et il conviendrait de l'éviter par tous les moyens en accroissant l'intensité capitaliste des armées.

Il naît ainsi une « illusion technologique » : il faudrait nécessairement disposer des technologies militaires les plus en pointe pour remporter une victoire, pour limiter l'incertitude et pour éviter les pertes humaines. Cependant, le temps des affrontements de type guerre froide, qui opposaient des armées relativement symétriques, semble révolu. Bénéficier d'un avantage technique ne peut plus être considéré comme un gage de victoire. Pis encore, la recherche de cet avantage peut s'avérer contre-productive sur un

théâtre d'opérations, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la sophistication tendrait à diminuer l'adaptabilité opérationnelle des matériels militaires utilisés. Ensuite, la quête de la technique s'auto-alimenterait de sorte que la seule solution à un problème rencontré devient la mise en place d'une nouvelle technique. L'ouvrage évoque le cas des engins explosifs improvisés (EEI) en Afghanistan post-2004. Pour se protéger contre les EEI, les armées occidentales ont développé des véhicules ayant des châssis en « V ». Devant la *réaction* technologique des Occidentaux, les combattants afghans se sont *adaptés* et ont changé leur méthode (en creusant de multiples trous factices pour empêcher les détections des EEI). Dans un tropisme technique, la réponse naturelle est alors de développer une nouvelle technologie (innovation verticale) permettant de réagir face aux nouvelles conditions du théâtre. Or, comme l'explique le lieutenant-colonel Bill Adamson, « ils s'adaptent plus vite que nous ne pouvons nous procurer de la technologie » (p. 208). La réponse technique est donc vouée à être rapidement dépassée, ce qui engendre une nouvelle réaction technique qui elle-même sera dépassée... La solution consistant à investir plus massivement dans le matériel militaire pour contrôler l'incertitude nouvelle et sauvegarder les vies humaines engendre *in fine* des coûts plus importants (inflation des coûts des équipements militaires), et une efficacité opérationnelle moindre. La boucle tend donc à se boucler.

S'appuyant sur de multiples exemples, le livre de Sophie Lefeez propose une réflexion originale sur cette « illusion technologique » qui a infusé le monde militaire. Cette tendance reposant en partie sur des évolutions sociétales (rapport à la mort, à l'incertitude), il est complexe de proposer des pistes alternatives. Selon l'auteur, une première étape consisterait, à la fois pour les concepteurs et les opérationnels, à penser la technique en tant que facteur de victoire parmi d'autres tels que la ruse, le moral, l'organisation, ou encore la citoyenneté. Sur le plan industriel, il faudrait privilégier l'innovation horizontale (adaptation de l'existant aux évolutions des conditions de terrain), plutôt que l'innovation verticale (recherche d'un avantage technique face à une nouvelle situation) car la dernière entraîne un retard d'adaptation systématique sur les théâtres d'opération. Cela requerrait notamment que l'industrie adopte « un nouveau positionnement stratégique concurrentiel se caractéris[ant] par des produits plus simples, conçus en proximité avec les usagers » (p. 228).

ANTOINE PIETRI

Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)

You Ji, *China's Military Transformation*, Malden, Polity Press, 2016

Le dernier état des lieux de la puissance militaire chinoise, un livre intitulé *China's Military Transformation*,

est sorti début 2016, c'est-à-dire juste avant la réforme de grande ampleur qui transforme actuellement l'Armée populaire de libération (APL). Le titre de l'ouvrage ne désigne donc pas la transformation en cours mais celle qui a permis une modernisation accélérée depuis le gouvernement Jiang Zemin des années 1990.

Son auteur, You Ji, professeur chinois à l'université de Macau, écrit sur l'APL depuis longtemps. Dès la préface, il explique être né dans une famille militaire et avoir l'espoir que l'APL « continue » à servir les Chinois. Loin d'avoir toujours servi les Chinois, celle-ci les a réprimés dans le sang, il y a moins de trente ans, sous les ordres du régime de parti unique toujours en place en Chine populaire. Ce rappel est essentiel pour évaluer *China's Military Transformation*, qui prend pour point de départ une évaluation des rapports parti-armée depuis Jiang Zemin, avec l'ambition de proposer un nouveau modèle théorique pour comprendre les relations civil-militaires en Chine.

Malheureusement, You Ji reste prisonnier du paradigme théorique que Samuel Huntington a inventé en 1957 et qui, de toute évidence, n'a plus aucune valeur pour comprendre les relations civil-militaires en Chine contemporaine. Sur fond de guerre froide, Huntington avait bâti une théorie opposant les régimes autoritaires, pour lesquels l'idéologie était centrale, aux régimes démocratiques favorisant la spécialisation des expertises. Selon lui, seuls les derniers donnaient à l'armée la

liberté nécessaire pour se maintenir à la pointe. Or, après Mao Zedong, le PCC a emprunté une voie inédite de modernisation des institutions politiques où la spécialisation s'est accrue sous tutelle léniniste. L'idéologie du régime s'est réformée et l'armée, comme les autres organes de l'État, s'y conforme. La théorie de Huntington s'avère nulle pour expliquer cette modernisation unique en son genre. Les laborieux efforts de You Ji dans le premier chapitre pour la mettre au goût du jour semblent bien inutiles.

Malgré l'absence d'un fil directeur clair, trois chapitres sont remarquables : les chapitres IV, V et VII, qui portent respectivement sur la police armée, la stratégie de défense nationale et l'expansion du domaine maritime de la Chine. Le chapitre IV abonde en explications lumineuses sur la police armée chinoise, une force militaire non seulement unique en son genre mais dont la structure est aussi particulièrement complexe, et qui est en voie de transformation sous l'effet de la réforme en cours.

Le chapitre V, sur la stratégie de l'APL, est également éclairant. L'auteur se fonde sur une perspective historique pour comprendre l'évolution de la doctrine de l'armée chinoise depuis Mao Zedong. Sources de l'Académie des sciences militaires à l'appui, You Ji propose la notion de « défense de la frontière » (*frontier defense*) pour synthétiser les politiques de Xi Jinping, à la fois dans le domaine des affaires étrangères (la Nouvelle Route de la soie) et dans le domaine plus

restreint de la défense. Il défend la thèse qu'après l'établissement de la base militaire à Djibouti, on est en droit de s'attendre à l'ouverture de nouvelles bases militaires chinoises à l'étranger, compte tenu de l'expansion des intérêts du pays hors de ses frontières.

L'idée de défense de la frontière prend tout son sens dans le domaine maritime dont You Ji fait un tableau sophistiqué. Selon lui, la stratégie d'expansion du domaine maritime chinois date de la vision de l'amiral Liu Huaqing, telle qu'il la formula en 1987. Cette continuité historique permet à l'auteur d'expliquer l'ambition chinoise de s'entraîner en haute mer, tout en soulignant le fait que la préparation militaire de la marine se concentre sur le voisinage immédiat de la Chine. La notion de frontière fait des « mers intermédiaires » le théâtre le plus probable de combats entre les mers proches et la haute mer. La frontière qui délimite ces différentes zones dépend de la force de frappe croissante de la marine chinoise.

China's Military Transformation est un ouvrage inégal mais essentiel pour tout observateur de la modernisation militaire de la Chine. Les chapitres du livre de You Ji sont heureusement conçus indépendamment les uns des autres, donc le lecteur peut faire l'économie des premiers, confus, pour se concentrer sur les excellents chapitres IV, V et VII. L'explication qui y est donnée du raisonnement stratégique dirigeant la modernisation de la police armée, de la stratégie de défense nationale et de la marine complète

la somme de Roger Cliff parue en 2015, *China's Military Power*, qui propose une évaluation systématique des capacités militaires chinoises. Ensemble, ces deux ouvrages donnent l'assise nécessaire pour comprendre la portée de la réforme militaire que Xi Jinping a lancée en janvier 2016.

JULIETTE GENEVAZ
Chercheur Chine IRSEM

Bayram Balci, *Le Renouveau de l'islam en Asie centrale et dans le Caucase*, Paris, CNRS Éditions, 2017

Dans *Le Renouveau de l'islam en Asie centrale et dans le Caucase*, Bayram Balci, chercheur au Centre de recherches internationales (CERI) spécialiste du monde turc, s'intéresse à l'évolution de l'islam depuis 1991 dans les ex-Républiques soviétiques que sont le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan. Il rappelle notamment que la chute de l'URSS a été un événement fondamental face auquel les États se sont mis à redéfinir leur identité, soulevant la question de la relation entre identité nationale et islam. Ces pays sont peuplés à environ 80 % de musulmans sunnites de rite hanafite, auxquels s'ajoutent des chiites ismaéliens, vivant principalement dans le Pamir tadjik, et dans les villes de Samarkand et Boukhara en Ouzbékistan. Bayram Balci insiste sur la singularité de la gestion de l'islam dans cette région, caractérisée par une forte intrusion du

politique dans la sphère religieuse. En 1991, pour assurer leur stabilité politique, les autorités de ces nouveaux pays devaient créer un islam officiel, à l'opposé d'un « mauvais islam », radical et violent. À l'heure où des ressortissants caucasiens et centrasiatiques viennent grossir les rangs de Daesh, l'auteur rappelle que les dirigeants de ces républiques ont systématiquement mis en place des mesures pour contrôler l'islam, en particulier en créant une direction des affaires spirituelles dans chaque pays. Bayram Balci explique, et c'est un élément important de son ouvrage, que la gestion du religieux depuis la chute de l'URSS a représenté pour ces États une question à la fois identitaire et sécuritaire.

À la lumière d'un travail de recherche basé sur de nombreuses enquêtes de terrain en Asie centrale et dans le Caucase, Bayram Balci revient sur l'instrumentalisation de la question religieuse dans la politique étrangère d'un État. Déjà entamé dans les années de la perestroïka (1985-1991), le réveil du religieux a été soutenu par des grands acteurs musulmans environnants, aussi bien des États voisins (Turquie, Iran, Arabie Saoudite) que des confréries, qui y ont vu une opportunité d'élargir leur sphère d'influence. Dans les faits pourtant, Bayram Balci explique que ces interactions sont à relativiser car elles font face à une méfiance ancestrale des élites centrasiatiques à l'égard du fondamentalisme religieux. Après le sentiment profond d'abandon causé par la chute de l'Union soviétique, ces sociétés se

sont tournées vers leur héritage culturel turc et iranien pour mieux se façonner une identité propre, tout en s'ouvrant *de facto* vers la Turquie et l'Iran. L'influence de la Turquie reste très forte, en particulier parce qu'elle jouit de liens culturels et linguistiques historiques avec les peuples centrasiatiques. Par le biais de la coopération éducative notamment, elle est parvenue à transmettre sa propre gestion de l'islam. L'Iran est un autre acteur central de la région, bien que Bayram Balci préfère en minimiser le poids en Asie centrale. Ce pays joue un rôle secondaire, et la nature religieuse de son régime fait craindre une arrivée du fondamentalisme dans la région. Il importe aussi de nuancer le rôle de l'Arabie Saoudite qui attire certes les musulmans d'Asie centrale et du Caucase désireux de faire leur pèlerinage, mais qui n'est pas parvenue à exporter le modèle wahhabite. L'émergence du radicalisme dans la région n'est donc pas le résultat du prosélytisme wahhabite saoudien.

Bayram Balci prend le parti d'écarter la question de l'islam radical, peut-être parce que le sujet a déjà été traité dans plusieurs travaux, notamment ceux de Catherine Pujol, Olivier Roy, Sébastien Peyrouse ou Marlène Laruelle. Il y fait tout de même référence dans une analyse sur l'intégration internationale du Caucase et de l'Asie centrale qui clôt magistralement son ouvrage. C'est bien la lutte contre le terrorisme islamiste qui replace ces pays dans le concert international. D'abord parce que, sans le

consentement des autorités centrasiatiques, la coalition n'aurait pu installer des bases arrière en 2001 au Tadjikistan, en Ouzbékistan et au Kirghizstan pour combattre les talibans en Afghanistan. Ensuite, parce que des individus de ces pays participent au *djihad* en Irak et en Syrie. On estime entre 2 000 et 4 000 les ressortissants d'Asie centrale ayant rejoint les rangs de Daesh entre 2011 et 2014. Les États d'Asie centrale et du Caucase partagent la peur de l'expansionnisme de la violence islamiste avec les puissances qui combattent les organisations comme Al-Qaeda ou Daesh. Cette angoisse de voir prospérer l'islam radical permet aux élites de justifier des politiques répressives vis-à-vis des mouvements fondamentalistes dans leurs pays. L'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan ont répondu à cette peur en créant l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en 2001, aux côtés de la Chine et de la Russie. Depuis ses débuts, l'OCS a fait de la lutte contre le terrorisme dans la région l'une de ses priorités, permettant ainsi aux pays d'Asie centrale de renforcer leur coopération sécuritaire et de s'adapter à un nouveau contexte international.

MÉLANIE SADOZAI
Inalco, Paris-I

Lauric Henneon, *La Fin du rêve américain ?*, Paris, Odile Jacob, 2017

Pourquoi Donald Trump a-t-il été élu ? Cette question qui agite toujours la sphère médiatique un an

après le choc de la victoire du candidat républicain pourrait tout autant servir d'affirmation et de sous-titre au travail de Lauric Henne-ton, maître de conférences à l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines et fin connaisseur des rapports entre religion et politique aux États-Unis. C'est d'ailleurs la principale force de l'ouvrage que d'apporter un éclairage sur le temps long, et de ne pas se contenter d'un survol contemporain qui serait incapable d'apporter certaines clés essentielles pour saisir combien ce phénomène correspond finalement à des aspirations profondément ancrées dans la psyché américaine.

C'est d'ailleurs à une « autopsie du rêve américain » que nous invite l'auteur dans une introduction qui mérite à elle seule la lecture du livre. Rêve américain et pas étasunien d'abord, pour marquer la différence entre une entité affective, l'Amérique, de sa construction politique et objective, les États-Unis (p. 12). Mythe structurant, ce rêve ou ce fantasme est d'abord un espoir dans l'avenir, dans une vie meilleure – sur les plans matériels et spirituels –, quelles que soient les époques, autour de symboles et de pratiques concrètes (la ferme autrefois, la voiture dans les années 1950 et 1960, le pavillon individuel et l'accès à la propriété aujourd'hui...).

Il s'agit donc de chercher combien le jeu sur ces émotions (p. 11) peut finalement se matérialiser en bulletins de vote : Henne-ton s'attache ainsi à décrire les paradoxes qui, instrumentalisés, donnent à voir un pays et une population bien plus

fragiles et torturés qu'on se l'imagine. Henne-ton souligne combien, dès leur naissance, les colonies puis les États fédérés vivent sous l'influence de deux forces : l'une optimiste, qui tire parti d'un pays béni des dieux, où la liberté règne, et l'autre pessimiste, qui craint que ce paradis ne disparaisse (p. 31). Dès la période coloniale, on voit surgir les thèmes qui donnent sa cohérence à l'ouvrage : l'inquiétude vis-à-vis du déclin par rapport aux opportunités existantes, la métamorphose en un homme nouveau – le *self-made-man* – mais qui appartient à une communauté, le rôle des opportunités dans tous les domaines et la crainte de les perdre. Tous ces paradoxes montrent dès le départ un pays qui regarde l'âge d'or à la fois comme un héritage passé et une construction à venir.

Mais le déclin ne vient pas seul. Il est causé, provoqué, dans une Amérique qui cherche déjà ses ennemis, ses boucs émissaires : maçons, catholiques hier et musulmans aujourd'hui, émigrés et étrangers. On peut ici regretter qu'il ne soit pas fait mention, dans la période qui court des années 1920 à la chute du bloc soviétique, de la part que prendrait aussi l'adversaire politique, le communiste ou le Russe – ne serait-ce que pour l'actualité. En revanche, la présidence Obama est bien analysée en ce qu'elle constitue une rupture réelle dans le domaine de la politique étrangère : il aurait cependant été intéressant de revenir dans le détail sur les conséquences de la nouvelle posture stratégique initiée par exemple en Libye avec le

leading from behind, le choix de faire pivoter sa politique étrangère en direction de la zone Asie-Pacifique, ou l'idée d'un *reset* des relations avec la Russie, autant de domaines qui semblent marquer un recul sur le statut de la puissance.

Mais l'auteur montre en fait que ce tournant, s'il a lieu, se caractérise par un recentrage sur les États-Unis, utilisant avec justesse la notion de *nation-building at home* (p. 97). C'est sous cette grille d'analyse qu'on peut lire les chapitres sur le spectre de l'hispanisation, de l'islamisation et la perte de tout repère religieux et donc, pour certains, moral. Pourtant, le regard de l'analyste souligne méticuleusement combien ces craintes sont finalement peu ou mal fondées. S'il y a à chercher un esprit qui, finalement, nivelle ces différences et participe d'une certaine homogénéisation de la société, c'est dans le chapitre sur les banlieues qu'il faut le trouver : car s'attaquer aux banlieues, c'est s'attaquer au rêve américain lui-même (p. 216).

Là encore, en jonglant sur les échelles, de l'Amérique dans le monde à la *small-town America* (p. 238), Henneton parvient à montrer combien les espoirs et les rêves, qui s'incarnent ou non à l'échelon local, résonnent sur la position géopolitique des États-Unis. C'est tout le sens du *Make America Great Again* martelé par Trump pendant sa campagne électorale, comme le paradoxe de l'*America First* qui incite au repli et à la défense des intérêts personnels des Américains. Entre nostalgie et espérance, les choix de l'Amérique sont à scruter car ils portent une

voix et un modèle dans le monde, qui sert à la fois d'exemple et de repoussoir.

GUILLAUME LASCONJARIAS
Collège de défense de l'OTAN, Rome

Graham Allison, *Destined for War. Can America and China Escape Thucydides's Trap ?*, Boston (Mass.), Houghton Mifflin Harcourt, 2017

La montée en puissance de la Chine va-t-elle déboucher sur un affrontement avec les États-Unis ? Graham Allison n'est pas le premier à se poser la question. Avec cet ouvrage, il l'aborde toutefois de manière inhabituelle. Dans son intention explicite, le livre n'a pas l'ambition d'y fournir une réponse définitive, mais plutôt de se la poser à la lumière des situations analogues que l'histoire est censée avoir connues. Le récit de la guerre du Péloponnèse que Thucydide a produit devrait nous servir à améliorer notre compréhension de l'histoire au-delà de l'affrontement qui a opposé Athènes à Spartes. En l'occurrence, que la montée en puissance de la première vis-à-vis de la seconde se soit apparentée à une cause de guerre difficilement évitable est le processus qui retient l'attention de Graham Allison. Sur les cinq derniers siècles, seize fois l'accroissement d'une puissance a menacé la situation de la puissance dominante. Extrêmement belligère, cette configuration a débouché à douze reprises sur une guerre entre ces dernières, tombant alors dans le « piège de Thucydide ». C'est sur

l'existence de cette régularité empirique que repose l'ouvrage, lequel s'inscrit dans le cadre d'un projet plus vaste, que l'auteur pilote depuis plusieurs années à Harvard. La singularité de la perspective de l'auteur ne tient pas tant à la logique du processus mis en avant qu'à la manière de le présenter. Loin des standards qui furent les siens en écrivant *Essence of Decision*, sa démarche est aussi séduisante qu'inconsistante.

Le sujet abordé apparaît comme crucial, et traité de manière d'autant plus ambitieuse que la variété des comparaisons établies est grande. Si certains cas retiennent forcément plus l'attention de l'auteur que d'autres, tous suscitent l'intérêt et sont décrits de manière claire. Dans un style plus journalistique qu'académique, l'auteur reprend à son compte un nombre très élevé de citations d'acteurs ou d'observateurs fameux de l'histoire des périodes concernées. Le résultat, du point de vue de la forme, est un succès. Rendu concret par de multiples exemples, et rythmé par la multiplication d'anecdotes et d'expériences personnelles, le récit est à la fois dynamique, captivant, et remarquable de fluidité. Cette agilité de forme traduit toutefois une frappante légèreté de fond.

Alarmiste vis-à-vis des intentions de la Chine, dont il exagère sans doute les capacités par un choix contestable de déterminants et d'indicateurs de puissance, Graham Allison tente de crédibiliser la probabilité d'un affrontement à venir avec les États-Unis. Il s'appuie pour cela sur des mécanismes aussi variés que la

thèse du choc des civilisations, ou sur des considérations renvoyant à l'exceptionnalisme. Si ce dernier passage est de bonne facture, comme le sont beaucoup d'autres pris indépendamment, son association aux différents arguments développés par ailleurs est problématique du point de vue de la cohérence d'ensemble. Il l'est toutefois moins que les éléments, exposés par exemple en chapitre IX, qui soutiennent que la guerre n'est pas inévitable, caractérisés par leur incompatibilité les uns avec les autres, aussi bien qu'avec le tout, sans compter que le caractère incertain de leur occurrence, ainsi que des conditions de celle-ci, réduit l'utilité de leur mention.

Graham Allison avait partiellement exposé sa perspective préalablement à la sortie du livre. Il fut notamment critiqué pour être trop déterministe, réduisant presque à néant les capacités des acteurs à échapper au sort qui leur était jeté par la structure du système international. Tirant peut-être les leçons de cette expérience, l'ouvrage se distingue finalement par l'indétermination des processus concernés. L'auteur ne développe pas de théorie substantielle lui permettant de systématiser son propos. La vision sous-jacente de la politique internationale, voire des rapports sociaux, qu'il semble présumer en écrivant un passage est régulièrement remise en cause lors du suivant. Toute situation est envisageable, en fonction de n'importe quel facteur, localisé à n'importe quel niveau d'analyse (individuel, étatique, ou systémique), de manière variée

(objective ou perceptuelle), sans que des principes directeurs ne soient identifiés.

L'auteur ne mentionne que marginalement les débats savants sur son propre sujet, que ce soit les théories de la transition de puissance ou celles qui leurs sont concurrentes. Il se réfère ponctuellement et implicitement à certaines de leurs composantes, prouvant au passage qu'il ne les ignore pas. Il ne développe néanmoins pas ses arguments en fonction d'elles. En refusant de poser un cadre théorique, de situer son approche par rapport aux débats existants, et en se montrant avare de précautions méthodologiques, Allison accroît l'accessibilité de son travail en même temps qu'il en déprécie l'intérêt scientifique. La définition même du « piège de Thucydide » est changeante, puisqu'il renvoie tantôt à la situation de tension produite par la montée en puissance d'un acteur en défiant un autre, tantôt à la guerre généralement provoquée par cette situation. Le piège sera moins, pour l'Amérique et la Chine, de tomber dans celui de Thucydide que, pour Allison, de tomber dans celui de la formule creuse.

ÉLIE BARANETS
École polytechnique/IRSEM

Hans-Peter Bartels, Anna Maria Kellner, Uwe Optenhögel (Hrsg.), *Strategic Autonomy and the Defence of Europe. On the Road to a European Army ?*, Bonn, Dietz, 2017

Alors que le débat sur la relance de la coopération européenne en

matière de défense bat son plein avec l'institution d'un Fonds européen de défense (FED) et de la Coopération structurée permanente (CSP), cet ouvrage dressant un état des lieux des débats nationaux sur l'idée d'une armée européenne est particulièrement bienvenu. Rédigé par des experts des vingt-huit États de l'Union européenne (UE), le livre prend comme point de départ le débat ouvert par la remarque de mars 2015 du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker sur la nécessité de bâtir une armée européenne. Plus généralement, il prend acte du bouleversement de l'environnement stratégique qui, de la réaffirmation de la puissance russe à l'élection de Donald Trump en passant par le Brexit, incite les États membres de l'UE à coopérer davantage dans le domaine de la défense.

Un intérêt central de cette publication réside dans son origine allemande, qui témoigne d'une évolution du débat outre-Rhin en faveur d'un engagement accru du pays dans le domaine militaire. Les auteurs ne manquent pas de mettre ce changement de paradigme en exergue et le font remonter au Forum de Munich sur les politiques de défense de 2014 (p. 26). L'introduction rappelle d'ailleurs (p. 9) que l'idée d'armée européenne est inscrite dans le programme de la coalition au pouvoir depuis 2013, comme pour établir la paternité allemande du débat. Il est également notable que le chapitre consacré à la perspective d'une armée européenne est rédigé par Hans-Peter Bartels,

commissaire du Bundestag pour les forces armées. Il préconise notamment la création d'un quartier général européen, d'un Conseil des ministres de la défense de l'UE, d'une commission de Défense au Parlement européen, et d'une École militaire européenne.

Plus pessimiste, le chapitre consacré à l'industrie de défense européenne montre l'ampleur de la tâche qu'attend le FED. Est-il encore réaliste de chercher à constituer une base industrielle et technologique de défense européenne alors que la baisse des investissements nationaux a plutôt poussé les acteurs industriels vers des stratégies mondiales, augmentant leur dépendance à l'égard de fournisseurs et de clients non européens ?

Les vingt-huit rapports nationaux fournissent un bon aperçu des lignes de clivage qui séparent les Européens. D'un côté, une Europe méditerranéenne tournée vers la menace islamiste et inquiète face au « pivot vers l'Est » opéré par l'UE depuis la crise ukrainienne (chapitre « Espagne », p. 392-393) ; de l'autre, une Europe de l'Est tournée vers la menace russe, qui craint que l'idée d'armée européenne ne détourne les énergies du renforcement de l'OTAN (chapitre « Estonie », p. 154). La confrontation des différentes contributions est d'autant plus intéressante qu'elle laisse souvent apparaître à quel point les débats nationaux s'ignorent entre eux. Ainsi, le chapitre sur la France fait la part belle à l'idée qu'aucun autre État membre ne partage l'ambition française d'une « Europe

de la défense » (p. 186-187). De leur côté, les auteurs du chapitre sur l'Allemagne soulignent que le débat sur l'armée européenne est « typiquement allemand » et n'intéresse pas les autres États membres (p. 199). Pourtant, le lecteur apprend par ailleurs que la perspective d'une armée européenne a récemment été publiquement défendue par les dirigeants tchèques (p. 129-130), hongrois (p. 220) et bulgares (p. 92). Preuve que des convergences sont malgré tout possibles.

Il est également intéressant d'observer que l'idée d'armée européenne est appréhendée à travers des prismes variés. En Allemagne, l'intégration militaire est envisagée plus comme une façon de renforcer l'intégration politique européenne que comme un outil spécifiquement sécuritaire (p. 200). Au Royaume-Uni, l'idée d'armée européenne a été utilisée comme épouvantail, des membres du gouvernement n'hésitant pas, à l'approche du référendum de 2016, à assurer les électeurs qu'en cas de maintien dans l'UE, le pays serait forcé de participer à une armée commandée par Bruxelles (p. 415). Enfin en Belgique, l'hypothèse d'une future armée européenne a été utilisée pour légitimer une baisse drastique du budget de défense national (p. 81).

L'on peut regretter qu'en se focalisant sur la notion d'armée européenne, ce livre se donne un objet vague et hypothétique, la plupart des contributeurs observant que, dans leur pays, la question n'est pas

à l'ordre du jour. L'ouvrage pâtit aussi paradoxalement de son actualité car, publié avant le lancement du FED et de la CSP, il se fait souvent plus l'écho de discours passés, regrettant la stagnation de la coopération européenne, que des débats accompagnant la relance actuelle. Enfin, l'on peut également regretter sa structure un peu « catalogue », où des développements descriptifs

laissent parfois peu de place à l'analyse des enjeux de fond.

Malgré ces limites, il convient de saluer l'ambition d'une démarche qui pose clairement un jalon dans un débat passionnant qui n'en est probablement qu'à ses débuts.

PIERRE HAROCHE

*Chercheur relations transatlantiques,
IRSEM*